

Examen civique 2026 : examen blanc gratuit de 40 questions, carte de résident

40 questions, 45 minutes, 32 bonnes réponses pour réussir, comme le jour de l'examen. Une seule bonne réponse par question.

Notez vos réponses sur une feuille, sans regarder le corrigé, puis comptez vos bonnes réponses. Le corrigé suit les questions, avec l'explication et la source officielle de chaque réponse.

À faire aussi en ligne, chronométré et corrigé automatiquement : bravocivique.fr/examen-blanc.

Bravo Civique est une préparation indépendante, non affiliée au ministère de l'Intérieur. Les questions de connaissance répondent aux listes officielles ; les mises en situation sont rédigées par la préparation, celles de l'examen n'étant pas publiées.

1. Que représente Marianne ?

- ☐ A La monarchie
- ☐ B La République
- ☐ C L'Union européenne
- ☐ D L'Église catholique

2. Qu'est-ce que la liberté ?

- ☐ A Pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas aux autres
- ☐ B Pouvoir faire tout ce que l'on veut, même si cela gêne les autres
- ☐ C Un droit réservé aux personnes nées en France
- ☐ D Le droit de ne respecter aucune loi

3. À l'école publique, qui peut porter des signes religieux très visibles ?

- ☐ A Les élèves, avec l'accord de leurs parents
- ☐ B Aucun élève et aucun enseignant
- ☐ C Les enseignants, pendant les cours
- ☐ D Les élèves, mais seulement au lycée

4. En tant que parent, peut-on refuser que son enfant participe aux cours de sport à l'école car ils sont mixtes ?

- ☐ A Oui, si la religion de la famille l'interdit
- ☐ B Oui, les parents choisissent les cours de leur enfant
- ☐ C Non, le sport fait partie du programme fixé par l'État
- ☐ D Non, sauf dans une école privée sous contrat avec l'État

5. Peut-on brûler publiquement un drapeau français ?

- ☐ A Non : détruire le drapeau en public est interdit
- ☐ B Oui, au nom de la liberté d'expression
- ☐ C Oui, si c'est pendant une manifestation
- ☐ D Oui, car le drapeau n'est pas un symbole officiel

6. João est élève dans un lycée public. Il veut venir en classe avec une grande croix sur son pull, pour qu'elle soit bien vue. A-t-il le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Non, un signe religieux porté pour être vu est interdit.
- ☐ B Oui, si ses parents donnent leur accord écrit.
- ☐ C Oui, la laïcité protège tous les signes au lycée.
- ☐ D Non, les élèves n'ont pas le droit de croire en une religion.

7. Iryna est de nationalité ukrainienne et vit en France. Avec une amie, elle veut créer une association d'aide aux devoirs dans son quartier. En a-t-elle le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Oui, toute personne, même étrangère, peut s'engager librement.
- ☐ B Non, il faut avoir la nationalité française.
- ☐ C Oui, mais il faut être au moins dix personnes.
- ☐ D Non, elle doit d'abord demander l'accord du maire.

8. Fatou n'est pas d'accord avec une décision du maire de sa ville. Elle écrit sur internet que cette décision est mauvaise. Que dit la loi ? (mise en situation)

- ☐ A Elle risque une sanction : critiquer un élu est interdit.
- ☐ B Elle doit d'abord demander l'accord de la mairie.
- ☐ C Elle peut le faire seulement pendant les élections.
- ☐ D Elle a le droit d'écrire et de publier son opinion.

9. Andriy habite dans un quartier de sa ville. Il postule comme vendeur dans un magasin. La gérante refuse sa candidature à cause de ce quartier. A-t-elle le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Non, le lieu de résidence est un critère interdit.
- ☐ B Oui, un employeur peut choisir selon l'adresse.
- ☐ C Oui, si elle le dit franchement au candidat.
- ☐ D Non, mais seulement si Andriy est français.

10. Mamadou porte un turban pour sa religion. Il vient à la mairie pour inscrire son fils à la cantine. L'agente d'accueil lui demande d'enlever son turban. A-t-elle raison ? (mise en situation)

- ☐ A Oui, les usagers doivent être neutres comme les agents.
- ☐ B Oui, les signes religieux sont interdits à la mairie.
- ☐ C Non, mais seulement si Mamadou est de nationalité française.
- ☐ D Non, un usager peut garder son signe religieux.

11. Arjun est sourd. Il veut dîner avec sa sœur dans un restaurant. Le gérant refuse de les servir, à cause du handicap d'Arjun. Que dit la loi ? (mise en situation)

- ☐ A C'est permis, car un restaurant est une entreprise privée.
- ☐ B C'est interdit, mais seulement dans les services publics.
- ☐ C C'est impoli, mais la loi ne prévoit aucune sanction.
- ☐ D C'est un délit, puni plus lourdement dans un lieu qui reçoit du public.

12. Quel pays est un pays fondateur de l'Union européenne ?

- ☐ A L'Espagne
- ☐ B Le Royaume-Uni
- ☐ C La Suède
- ☐ D L'Italie

13. Quand célèbre-t-on la journée de l'Europe ?

- ☐ A Le 14 juillet
- ☐ B Le 8 mai
- ☐ C Le 9 mai
- ☐ D Le 1er mai

14. Qu'est-ce que le pouvoir législatif ? Le pouvoir :

- ☐ A de voter les lois
- ☐ B d'appliquer et de faire respecter les lois
- ☐ C de juger et de rendre la justice
- ☐ D de commander les armées

15. À la fin de son mandat, le président de la République peut-il décider de rester au pouvoir ?

- ☐ A Non : son mandat dure cinq ans. En principe, un nouveau président est élu avant la fin de ce mandat
- ☐ B Oui, si le Premier ministre est d'accord
- ☐ C Oui, il peut décider seul de rester, car il est le chef de l'État
- ☐ D Oui, il peut rester cinq ans de plus sans nouvelle élection

16. Le président de la République a commis un crime. Quelle proposition est correcte ?

- ☐ A Il est jugé tout de suite par un tribunal, comme tout citoyen.
- ☐ B Il est jugé par la Cour de justice de la République.
- ☐ C Il est jugé par le Conseil constitutionnel.
- ☐ D Pendant son mandat, la justice française ne peut pas le poursuivre. Elle pourra le faire un mois après la fin de ses fonctions.

17. Quelle est la durée du mandat du conseil municipal et du maire ?

- ☐ A 6 ans
- ☐ B 5 ans
- ☐ C 4 ans
- ☐ D 10 ans

18. Que doit faire une victime de violences ?

- ☐ A Ne rien dire, car la victime est en partie responsable
- ☐ B Porter plainte seulement à la mairie
- ☐ C Ne pas rester seule et, si elle le veut, porter plainte au commissariat ou à la gendarmerie
- ☐ D Payer une association, car l'aide est toujours payante

19. Que doit-on faire face aux ordres des policiers ou gendarmes ?

- ☐ A Leur obéir quand ils donnent un ordre selon la loi : refuser est un délit
- ☐ B On peut les ignorer si on est pressé
- ☐ C On obéit aux policiers, mais pas aux gendarmes
- ☐ D On peut refuser si l'on n'est pas français

20. S'agissant des déchets, quelle proposition est correcte ?

- ☐ A On peut déposer ses déchets dans la nature, en dehors des poubelles
- ☐ B Le tri des déchets est un simple conseil, sans obligation
- ☐ C Il faut connaître et appliquer les règles de tri de sa commune
- ☐ D Les règles de tri sont les mêmes dans toutes les communes de France

21. Que prévoit la Charte de l'environnement ?

- ☐ A Seul l'État doit protéger l'environnement
- ☐ B Elle fixe les couleurs du drapeau français
- ☐ C Le droit de vivre dans un environnement équilibré et le devoir de le préserver
- ☐ D Une personne qui abîme l'environnement n'a rien à réparer

22. Laquelle de ces citations est inscrite dans la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen de 1789 ?

- ☐ A « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. »
- ☐ B « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »
- ☐ C « Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »
- ☐ D « Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé. »

23. Agathe a 16 ans. Elle est enceinte et ne veut pas poursuivre sa grossesse. Elle veut garder le secret et ne pas le dire à ses parents. Agathe peut-elle demander une IVG sans l'accord de ses parents ? (mise en situation)

- ☐ A Oui, avec une personne majeure de son choix pour l'accompagner.
- ☐ B Non, une mineure doit toujours avoir l'accord de ses parents.
- ☐ C Oui, et elle n'a besoin d'aucun adulte pour l'accompagner.
- ☐ D Non, l'IVG est réservée aux femmes de 18 ans et plus.

24. Sur une petite route de campagne, Youssef voit une voiture dans un fossé. Le conducteur est blessé et ne bouge pas. Que doit faire Youssef ? (mise en situation)

- ☐ A Appeler tout de suite les secours, par exemple le 18 ou le 112.
- ☐ B Continuer sa route : il n'a pas l'obligation d'aider un inconnu.
- ☐ C Continuer sa route : un appel aux secours coûte cher sur un portable.
- ☐ D Attendre le lendemain et signaler l'accident au commissariat.

25. Chloé vient d'emménager dans une nouvelle commune. Dans son immeuble, il y a plusieurs poubelles pour trier les déchets. Que doit-elle faire ? (mise en situation)

- ☐ A Tout mettre dans la même poubelle : le tri est seulement un conseil.
- ☐ B Suivre les règles de son ancienne commune : elles sont partout les mêmes.
- ☐ C Se renseigner sur les règles de tri de sa commune et les appliquer.
- ☐ D Trier seulement le verre : c'est le seul tri obligatoire.

26. Binta, 45 ans, a été opérée à l'hôpital. Elle veut consulter son dossier médical. Un agent de l'hôpital lui dit que seuls les médecins peuvent le lire. L'agent a-t-il raison ? *(mise en situation)*

- ☐ A Non, Binta a le droit de consulter son dossier médical.
- ☐ B Oui, le dossier médical est réservé aux médecins.
- ☐ C Oui, seul un avocat peut demander ce dossier pour elle.
- ☐ D Non, mais elle doit payer pour le consulter sur place.

27. Martine a une voiture en bon état. Elle ne s'en sert pas l'hiver et la laisse dans son garage. Elle veut arrêter toute assurance pendant ces mois. A-t-elle le droit ? *(mise en situation)*

- ☐ A Oui, une voiture qui ne roule pas n'a pas besoin d'assurance.
- ☐ B Non, sa voiture doit rester assurée, même dans le garage.
- ☐ C Oui, si la voiture reste sur un terrain privé.
- ☐ D Non, mais elle peut garder seulement l'assurance contre le vol.

28. Minh est salarié dans un magasin. Son employeur ne lui a pas payé tout son salaire, et ils ne sont pas d'accord. Minh veut que la justice décide qui a raison. À qui peut-il s'adresser ? *(mise en situation)*

- ☐ A Au conseil de prud'hommes.
- ☐ B À l'inspection du travail.
- ☐ C Au service de renseignements en droit du travail.
- ☐ D Au tribunal de police.

29. Quelle ville française est un port maritime ?

- ☐ A Lyon
- ☐ B Strasbourg
- ☐ C Clermont-Ferrand
- ☐ D Le Havre

30. Quel fleuve traverse Paris ?

- ☐ A La Loire
- ☐ B Le Rhône
- ☐ C La Garonne
- ☐ D La Seine

31. Durant le mandat de quel président la peine de mort a-t-elle été abolie ?

- ☐ A Charles de Gaulle
- ☐ B Valéry Giscard d'Estaing
- ☐ C Georges Pompidou
- ☐ D François Mitterrand

32. Où a eu lieu le débarquement en 1944 ?

- ☐ A En Bretagne
- ☐ B Dans le Nord, près de Calais
- ☐ C En Normandie
- ☐ D En Alsace

33. Quelle peine a été supprimée en 1981 ?

- ☐ A La prison à vie
- ☐ B La peine de mort
- ☐ C L'amende
- ☐ D La peine de mort, seulement pour les crimes politiques

34. Quelle fête est française ?

- ☐ A Thanksgiving
- ☐ B Le 4 juillet, fête de l'Indépendance
- ☐ C Le Cinco de Mayo
- ☐ D Le 14 juillet, fête nationale

35. Quelle cathédrale célèbre a été en partie détruite par un incendie en 2019 ?

- ☐ A La cathédrale Notre-Dame de Paris
- ☐ B La cathédrale de Chartres
- ☐ C La cathédrale de Strasbourg
- ☐ D La cathédrale de Reims

36. Pourquoi la Shoah est-elle étudiée à l'école ?

- ☐ A Pour célébrer la victoire de 1945
- ☐ B Pour enseigner une religion aux élèves
- ☐ C Pour comprendre les conséquences de la haine, du racisme et de l'antisémitisme
- ☐ D Pour préparer les élèves à devenir soldats

37. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

- ☐ A À 6 ans.
- ☐ B À 3 ans.
- ☐ C À 16 ans.
- ☐ D À 5 ans.

38. Dans une entreprise, le droit de grève autorise :

- ☐ A l'employeur à écrire les journées de grève sur le bulletin de paie.
- ☐ B l'employeur à bloquer la carrière d'un salarié qui a fait grève.
- ☐ C les salariés à prendre des jours de vacances en plus.
- ☐ D les salariés à arrêter le travail pour exprimer un désaccord.

39. Un bail locatif est valide s'il est :

- ☐ A signé seulement par le propriétaire
- ☐ B signé seulement par le locataire
- ☐ C signé par le locataire et le propriétaire
- ☐ D signé par le locataire et le maire de la commune

40. Auprès de quelle institution les parents peuvent-ils inscrire leur enfant à l'école publique ?

- ☐ **A** la mairie
- ☐ **B** la préfecture
- ☐ **C** la caisse d'allocations familiales (CAF)
- ☐ **D** France Travail

Corrigé

1. B	2. A	3. B	4. C	5. A	6. A	7. A	8. D
9. A	10. D	11. D	12. D	13. C	14. A	15. A	16. D
17. A	18. C	19. A	20. C	21. C	22. B	23. A	24. A
25. C	26. A	27. B	28. A	29. D	30. D	31. D	32. C
33. B	34. D	35. A	36. C	37. B	38. D	39. C	40. A

1. Que représente Marianne ?

Réponse B : La République

Marianne apparaît pendant la Révolution française pour représenter la République. Elle devient ensuite un symbole officiel de la République.

Source : [Marianne](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les symboles européens \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; *Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026)

2. Qu'est-ce que la liberté ?

Réponse A : Pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas aux autres

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dit que la liberté, c'est pouvoir faire tout ce qui ne fait pas de mal aux autres. Chacun peut penser, parler et vivre comme il veut, sans empêcher les autres d'en faire autant.

Source : *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La liberté](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

3. À l'école publique, qui peut porter des signes religieux très visibles ?

Réponse B : Aucun élève et aucun enseignant

À l'école publique, il est interdit de porter un signe ou un vêtement qui montre sa religion de manière à être vu. Les enseignants ne doivent pas montrer leurs convictions religieuses.

Source : [La laïcité à l'école \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Histoire de la laïcité](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

4. En tant que parent, peut-on refuser que son enfant participe aux cours de sport à l'école car ils sont mixtes ?

Réponse C : Non, le sport fait partie du programme fixé par l'État

C'est l'État qui fixe le programme des cours des écoles publiques et des écoles privées sous contrat avec l'État. Le sport fait partie de ce programme. On ne peut pas refuser un cours prévu dans le programme pour des motifs religieux. De plus, la loi française est prioritaire sur les valeurs culturelles et familiales : si ces valeurs sont contraires à la loi, on ne peut pas les appliquer. L'égalité entre les filles et les garçons doit être respectée, même dans la vie privée.

Source : [La laïcité à l'école \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Exercice de l'autorité parentale \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

5. Peut-on brûler publiquement un drapeau français ?

Réponse A : Non : détruire le drapeau en public est interdit

Il est interdit de faire outrage au drapeau français, c'est-à-dire de le détruire ou de l'utiliser de manière dégradante en public. Brûler un drapeau en public, c'est le détruire.

Source : [Le drapeau français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

6. João est élève dans un lycée public. Il veut venir en classe avec une grande croix sur son pull, pour qu'elle soit bien vue. A-t-il le droit ?

Réponse A : Non, un signe religieux porté pour être vu est interdit.

Dans les écoles, collèges et lycées publics, la loi interdit de porter un signe religieux avec l'intention d'être vu. João est libre de croire, mais il ne peut pas porter cette croix bien en vue au lycée.

Source : [Histoire de la laïcité](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La laïcité à l'école \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

7. Iryna est de nationalité ukrainienne et vit en France. Avec une amie, elle veut créer une association d'aide aux devoirs dans son quartier. En a-t-elle le droit ?

Réponse A : Oui, toute personne, même étrangère, peut s'engager librement.

En France, chaque personne, française ou étrangère, peut s'engager librement : c'est la liberté d'association, inscrite dans une loi de 1901. Pour créer une association, il faut en principe être au moins deux, choisir un but non lucratif, rédiger les statuts et faire une déclaration à la préfecture ou sur internet. Iryna et son amie peuvent donc créer leur association.

Source : [La fraternité \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Je crée une association](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 19 juin 2026)

8. Fatou n'est pas d'accord avec une décision du maire de sa ville. Elle écrit sur internet que cette décision est mauvaise. Que dit la loi ?

Réponse D : Elle a le droit d'écrire et de publier son opinion.

En France, la liberté d'expression est un droit fondamental : chacun peut parler, écrire et publier librement. Fatou peut donc écrire qu'elle n'est pas d'accord avec le maire. Elle doit seulement respecter les limites fixées par la loi.

Source : [Le blasphème](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La liberté](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026)

9. Andriy habite dans un quartier de sa ville. Il postule comme vendeur dans un magasin. La gérante refuse sa candidature à cause de ce quartier. A-t-elle le droit ?

Réponse A : Non, le lieu de résidence est un critère interdit.

Au travail, l'employeur doit choisir selon des critères professionnels. Le lieu de résidence fait partie des critères de discrimination interdits par la loi, et la discrimination est interdite dès l'embauche. Andriy peut donc signaler les faits, par exemple en saisissant gratuitement le Défenseur des droits.

Source : [L'égalité \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Discrimination au travail](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 20 octobre 2025) ; [Discrimination](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 mars 2026)

10. Mamadou porte un turban pour sa religion. Il vient à la mairie pour inscrire son fils à la cantine. L'agente d'accueil lui demande d'enlever son turban. A-t-elle raison ?

Réponse D : Non, un usager peut garder son signe religieux.

Les personnes qui travaillent dans les services publics ne peuvent pas exprimer leur religion dans le cadre de leur travail. Mais la neutralité ne s'impose pas aux usagers : ils peuvent porter un signe d'appartenance religieuse, à condition de respecter les règles de fonctionnement du service. Mamadou peut donc garder son turban pour inscrire son fils à la cantine.

Source : [La laïcité dans l'espace public](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La laïcité dans les services publics](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

11. Arjun est sourd. Il veut dîner avec sa sœur dans un restaurant. Le gérant refuse de les servir, à cause du handicap d'Arjun. Que dit la loi ?

Réponse D : C'est un délit, puni plus lourdement dans un lieu qui reçoit du public.

Refuser de servir une personne à cause de son handicap est une discrimination. C'est un délit, puni de prison et d'amende, et les peines sont plus lourdes dans un lieu qui accueille du public, comme un restaurant. Arjun peut donc porter plainte ou saisir gratuitement le Défenseur des droits.

Source : [L'égalité \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Discrimination](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 mars 2026)

12. Quel pays est un pays fondateur de l'Union européenne ?

Réponse D : L'Italie

L'Italie fait partie des six pays qui ont fondé la CEE en 1957, avec la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. En 1992, le traité de Maastricht crée l'Union européenne.

Source : [Recomposition de l'ordre mondial : la construction européenne](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les étapes clés de la construction européenne](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

13. Quand célèbre-t-on la journée de l'Europe ?

Réponse C : Le 9 mai

Chaque année, le 9 mai, les pays de l'Union européenne fêtent la Journée de l'Europe. Cette date rappelle la déclaration Schuman du 9 mai 1950.

Source : [Les symboles européens \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : les jours fériés](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Focus sur la Seconde Guerre mondiale - la Résistance et la Libération](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

14. Qu'est-ce que le pouvoir législatif ? Le pouvoir :

Réponse A : de voter les lois

Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement. Le Parlement vote les lois.

Source : [État de droit et séparation des pouvoirs : présentation des 3 pouvoirs \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [État de droit et séparation des pouvoirs : présentation de l'État de droit et principe de la séparation des pouvoirs](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

15. À la fin de son mandat, le président de la République peut-il décider de rester au pouvoir ?

Réponse A : Non : son mandat dure cinq ans. En principe, un nouveau président est élu avant la fin de ce mandat

Le président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct. En principe, l'élection du nouveau président a lieu avant la fin de son mandat. Si le Conseil constitutionnel reporte l'élection, le président reste en fonction jusqu'à l'arrivée du nouveau président, mais ce n'est pas lui qui le décide. Personne ne peut faire plus de deux mandats de suite.

Source : *Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026)

16. Le président de la République a commis un crime. Quelle proposition est correcte ?

Réponse D : Pendant son mandat, la justice française ne peut pas le poursuivre. Elle pourra le faire un mois après la fin de ses fonctions.

En principe, pendant son mandat, aucun tribunal français ne peut poursuivre le président de la République. La justice pourra le poursuivre un mois après la fin de ses fonctions.

Source : *Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Comment voter une loi \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

17. Quelle est la durée du mandat du conseil municipal et du maire ?

Réponse A : 6 ans

Les électeurs votent aux élections municipales tous les 6 ans : ils élisent les conseillers municipaux. Ensuite, le conseil municipal élit le maire parmi ses membres. En principe, le maire et les conseillers municipaux sont donc élus pour 6 ans.

Source : [Les conditions pour voter en France \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Guide relatif à l'élection des exécutifs locaux](#) (Direction générale des collectivités locales (DGCL), [collectivites-locales.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

18. Que doit faire une victime de violences ?

Réponse C : Ne pas rester seule et, si elle le veut, porter plainte au commissariat ou à la gendarmerie

Il ne faut pas rester seul : en parler permet de sortir de l'isolement et d'être orienté vers des solutions. Une victime de violences peut déposer plainte dans tous les commissariats ou les gendarmeries. Des associations proposent un accompagnement gratuit, sans obligation de porter plainte. La victime n'est jamais responsable.

Source : [La protection des victimes de violences](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

19. Que doit-on faire face aux ordres des policiers ou gendarmes ?

Réponse A : Leur obéir quand ils donnent un ordre selon la loi : refuser est un délit

On doit obéir aux ordres que les policiers et les gendarmes donnent selon la loi. En principe, refuser d'obéir à leur ordre est un délit, puni d'une sanction pénale. La Déclaration de 1789 dit aussi que tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant.

Source : [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) (Conseil constitutionnel, [conseil-constitutionnel.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), [immigration.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

20. S'agissant des déchets, quelle proposition est correcte ?

Réponse C : Il faut connaître et appliquer les règles de tri de sa commune

En France, les collectivités locales organisent la collecte des déchets, avec des règles de tri qui s'imposent à tous. Ces règles peuvent varier selon les territoires : il faut connaître celles de sa commune et les appliquer.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), [immigration.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Adopter une attitude respectueuse vis-à-vis de l'environnement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

21. Que prévoit la Charte de l'environnement ?

Réponse C : Le droit de vivre dans un environnement équilibré et le devoir de le préserver

La Charte de l'environnement dit que chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé. Elle dit aussi que toute personne a le devoir de préserver et d'améliorer l'environnement.

Source : [Présentation des principaux textes \(3/3\) : La Charte de l'environnement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur](#) (Conseil constitutionnel, [conseil-constitutionnel.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

22. Laquelle de ces citations est inscrite dans la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen de 1789 ?

Réponse B : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dit : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Les autres phrases viennent de la Constitution ou de la Charte de l'environnement.

Source : [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur](#) (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Présentation des principaux textes \(3/3\) : La Charte de l'environnement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

23. Agathe a 16 ans. Elle est enceinte et ne veut pas poursuivre sa grossesse. Elle veut garder le secret et ne pas le dire à ses parents. Agathe peut-elle demander une IVG sans l'accord de ses parents ?

Réponse A : Oui, avec une personne majeure de son choix pour l'accompagner.

Une femme enceinte, même mineure, peut demander une IVG : il n'y a pas de condition d'âge. Si une mineure veut garder le secret, l'IVG est pratiquée à sa seule demande, mais elle doit se faire accompagner par une personne majeure de son choix. Agathe peut donc prendre rendez-vous avec un médecin ou une sage-femme, avec une personne majeure de son choix. Comme elle est mineure, elle doit aussi avoir un entretien avec un professionnel avant l'IVG.

Source : [Interruption volontaire de grossesse \(IVG\)](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 7 octobre 2025) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

24. Sur une petite route de campagne, Youssef voit une voiture dans un fossé. Le conducteur est blessé et ne bouge pas. Que doit faire Youssef ?

Réponse A : Appeler tout de suite les secours, par exemple le 18 ou le 112.

Toute personne doit porter secours à une personne en danger, si elle peut le faire sans mettre sa propre vie en péril. Ne pas le faire est un délit. Youssef doit donc appeler tout de suite les secours : le 18 (pompiers) en cas d'accident de la route, ou le 112.

Source : [Quels sont les numéros en cas d'urgence \(Samu, pompiers...\) et les numéros d'écoute ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 25 août 2026) ; [Les obligations en tant que résident français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

25. Chloé vient d'emménager dans une nouvelle commune. Dans son immeuble, il y a plusieurs poubelles pour trier les déchets. Que doit-elle faire ?

Réponse C : Se renseigner sur les règles de tri de sa commune et les appliquer.

Toute personne a le devoir de participer à la protection de l'environnement, par exemple en triant ses déchets. La collecte des déchets est organisée par les collectivités locales, avec des règles de tri qui s'imposent à tous et qui peuvent varier selon les territoires. Chloé doit donc se renseigner sur les règles de tri de sa nouvelle commune et les appliquer.

Source : [Adopter une attitude respectueuse vis-à-vis de l'environnement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

26. Binta, 45 ans, a été opérée à l'hôpital. Elle veut consulter son dossier médical. Un agent de l'hôpital lui dit que seuls les médecins peuvent le lire. L'agent a-t-il raison ?

Réponse A : Non, Binta a le droit de consulter son dossier médical.

Toute personne a le droit d'accéder à son dossier médical et d'en demander une copie. Le patient a accès à toutes les informations sur sa santé, et la consultation sur place est gratuite. Binta peut donc demander à consulter son dossier médical.

Source : [Information du patient sur son état de santé](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 20 avril 2026) ; [Santé : les droits et les devoirs du patient](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

27. Martine a une voiture en bon état. Elle ne s'en sert pas l'hiver et la laisse dans son garage. Elle veut arrêter toute assurance pendant ces mois. A-t-elle le droit ?

Réponse B : Non, sa voiture doit rester assurée, même dans le garage.

La loi oblige à assurer un véhicule à moteur, au minimum en responsabilité civile. Cette obligation vaut même si la voiture ne roule pas, par exemple quand elle reste dans un garage, tant qu'elle peut encore servir à circuler. Martine doit donc garder au moins la garantie responsabilité civile.

Source : [Assurance auto : qu'est-ce que la garantie responsabilité civile ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 août 2026)

28. Minh est salarié dans un magasin. Son employeur ne lui a pas payé tout son salaire, et ils ne sont pas d'accord. Minh veut que la justice décide qui a raison. À qui peut-il s'adresser ?

Réponse A : Au conseil de prud'hommes.

Quand un salarié et son employeur ne sont pas d'accord sur le contrat de travail, par exemple sur le salaire, le salarié peut s'adresser au conseil de prud'hommes. C'est un lieu de justice qui décide dans ce type de conflit. Minh peut donc s'adresser au conseil de prud'hommes.

Source : [Le droit du travail \(1/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Le droit du travail \(2/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Quand faire appel à l'inspection du travail ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 19 juin 2026) ; [Le droit du travail \(4/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Se conformer aux lois : les infractions \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

29. Quelle ville française est un port maritime ?

Réponse D : Le Havre

Le Havre est l'un des plus grands ports maritimes commerciaux de France, avec Marseille-Fos, Dunkerque et Nantes-Saint-Nazaire. La fiche sur les ports compte aussi Le Havre parmi les grands ports de France métropolitaine.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les ports français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les fleuves français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

30. Quel fleuve traverse Paris ?

Réponse D : La Seine

La Seine traverse plusieurs grandes villes : Troyes, Paris, Rouen et Le Havre.

Source : [Les fleuves français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

31. Durant le mandat de quel président la peine de mort a-t-elle été abolie ?

Réponse D : François Mitterrand

En 1981, la peine de mort est totalement abolie en France. Le président de la République est alors François Mitterrand. C'est son ministre de la Justice, Robert Badinter, qui a soutenu cette abolition.

Source : [Focus sur la Vème République : l'abolition de la peine de mort](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les présidents de la Vème République](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

32. Où a eu lieu le débarquement en 1944 ?

Réponse C : En Normandie

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent en Normandie. Ce débarquement marque le début de la Libération de la France et de l'Europe.

Source : [Les conflits mondiaux : la Seconde Guerre mondiale \(1939-1945\) \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La Seconde Guerre mondiale \(1939-1945\) : le contexte](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

33. Quelle peine a été supprimée en 1981 ?

Réponse B : La peine de mort

En 1981, la peine de mort est totalement abolie en France. La loi du 9 octobre 1981 y met définitivement fin.

Source : [Focus sur la Vème République : l'abolition de la peine de mort](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Se conformer aux lois : les infractions \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

34. Quelle fête est française ?

Réponse D : Le 14 juillet, fête nationale

Le 14 juillet est la fête nationale française. Ce jour-là, on célèbre la République française. Il y a des feux d'artifice, des bals populaires et un défilé militaire. Les trois autres fêtes ne sont pas dans la liste des 11 jours fériés nationaux en France.

Source : [Patrimoine français : les jours fériés](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

35. Quelle cathédrale célèbre a été en partie détruite par un incendie en 2019 ?

Réponse A : La cathédrale Notre-Dame de Paris

En 2019, un incendie a touché la cathédrale Notre-Dame de Paris. Pour sa reconstruction, plus de 840 millions d'euros ont été récoltés grâce à des dons privés.

Source : [Patrimoine français : le citoyen, acteur et conservateur de la culture en France](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

36. Pourquoi la Shoah est-elle étudiée à l'école ?

Réponse C : Pour comprendre les conséquences de la haine, du racisme et de l'antisémitisme

La Shoah est le génocide des Juifs organisé par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. À l'école, on l'étudie pour comprendre les conséquences de la haine, du racisme et de l'antisémitisme. On l'étudie aussi pour rappeler l'importance du devoir de mémoire.

Source : [Focus sur la Seconde Guerre mondiale - la Shoah](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : les jours fériés](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La laïcité à l'école \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

37. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

Réponse B : À 3 ans.

L'instruction est obligatoire pour tous les enfants de 3 à 16 ans. Elle commence donc à 3 ans.

Source : [Exercice de l'autorité parentale \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Le système éducatif](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

38. Dans une entreprise, le droit de grève autorise :

Réponse D : les salariés à arrêter le travail pour exprimer un désaccord.

Le droit de grève est le droit, pour une personne employée, de cesser le travail pour exprimer un désaccord.

Source : [Les droits liés à la personne humaine](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Le droit du travail \(2/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Discrimination au travail](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), [service-public.gouv.fr](#), mise à jour le 20 octobre 2025)

39. Un bail locatif est valide s'il est :

Réponse C : signé par le locataire et le propriétaire

Le bail est un contrat écrit entre le bailleur (le plus souvent le propriétaire) et le locataire. Il est valide seulement s'il est signé par le locataire et le propriétaire.

Source : [Les démarches relatives au logement \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

40. Après de quelle institution les parents peuvent-ils inscrire leur enfant à l'école publique ?

Réponse A : la mairie

Pour inscrire leur enfant à l'école publique, les parents contactent la mairie. Ils peuvent aussi contacter l'école proche de leur domicile.

Source : [La liberté de choisir l'école de son enfant](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), [immigration.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

Moins de 32 bonnes réponses ? Le diagnostic gratuit vous dit, en 20 questions, quels thèmes travailler et votre probabilité estimée de réussir : bravocivique.fr/premier-examen-civique. Les explications existent aussi en anglais, en arabe et en ukrainien.

Version du 26 octobre 2026. Une erreur ? Signalez-la depuis la correction en ligne, ou à contact@bravocivique.fr.